

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 14 OCTOBRE 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	1	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 24/580</b>  <b>23SERV30 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS DE CONTRÔLE REGLEMENTAIRE DE CONFORMITÉ ÉLECTRIQUE DES INSTALLATIONS DE VOIRIE (SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLERE, ECLAIRAGE PUBLIC) SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA MÉTROPOLE TPM - EN 3 LOTS - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**REPRESENTE :**

M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

**ABSENTS :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Ange MUSSO.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/580**

**BUREAU DU 14 OCTOBRE 2024**

**O B J E T : 23SERV30 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE  
DE PRESTATIONS DE CONTRÔLE REGLEMENTAIRE  
DE CONFORMITÉ ÉLECTRIQUE DES INSTALLATIONS  
DE VOIRIE (SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLERE,  
ECLAIRAGE PUBLIC) SUR L'ENSEMBLE DU  
TERRITOIRE DE LA MÉTROPOLE TPM - EN 3 LOTS -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1°,  
R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande  
Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**VU** le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 24/09/2024,

**CONSIDERANT** que cette consultation a pour objet des prestations de contrôle de conformité électrique des installations de voirie sur l'ensemble du territoire de la Métropole TPM - en 3 lots,

**CONSIDERANT** que les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Secteur OUEST (territoires métropolitains de La Seyne-sur-Mer, Ollioules, Saint-Mandrier-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages)
02	Secteur CENTRE (territoires métropolitains de Toulon, Le Revest-les-Eaux)
03	Secteur EST (territoires métropolitains de La Garde, La Valette-du-Var, Le Pradet, Carqueiranne, La Crau, Hyères-les-Palmiers)

**CONSIDERANT** qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 01/03/2024, avec une remise des offres fixée au 03/04/2024,

**CONSIDERANT** que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE, et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

**CONSIDERANT** que 20 dossiers ont été retirés et 3 anonymement,

**CONSIDERANT** que 4 plis ont été déposés dans les délais,

**CONSIDERANT** que les offres d'APAVE et de DEKRA sur le lot 1 sont supérieures au seuil maximum prévu pour ce lot,

**CONSIDERANT** que des courriers de questionnement pour offre anormalement basse ont été envoyés aux sociétés APAVE, SOCOTEC concernant les lots 2 et 3 et à la société COREEX concernant le lot 3 en date du 14/06/2024 dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis,

**CONSIDERANT** que des courriers de questionnement pour offre anormalement basse ont été envoyés à la société DEKRA concernant les lots 2 et 3 en date du 14/06/2024 et n'ont pas reçu de réponses dans les délais impartis,

**CONSIDERANT** que suite à la commission d'appel d'offres, les membres de la commission décident de classer n°1 les offres suivantes :

- Lot 1 : Société SOCOTEC EQUIPEMENT : sise à (78280) GUYANCOURT,
- Lot 2 : Société SOCOTEC EQUIPEMENT : sise à (78280) GUYANCOURT,
- Lot 3 : Société SOCOTEC EQUIPEMENT : sise à (78280) GUYANCOURT,

**CONSIDERANT** que les sociétés présentaient les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

**CONSIDERANT** que les sociétés ne seront attributaires des marchés qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

**CONSIDERANT** qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas leur être attribués,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**DE DECLARER** les offres d'APAVE et DEKRA irrégulières car supérieures au seuil maximum.

### **ARTICLE 3**

**DE DECLARER** anormalement basse l'offre de la société DEKRA concernant les lots 2 et 3.

### **ARTICLE 4**

**DE CONSTATER** la recevabilité des candidatures suivantes :

- Lot 1 : Société SOCOTEC EQUIPEMENT : sise à (78280) GUYANCOURT,
- Lot 2 : Société SOCOTEC EQUIPEMENT : sise à (78280) GUYANCOURT,
- Lot 3 : Société SOCOTEC EQUIPEMENT : sise à (78280) GUYANCOURT,

## **ARTICLE 5**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les marchés ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution avec les sociétés suivantes :

- Lot 1 : Société SOCOTEC EQUIPEMENT pour un montant estimatif de 51 846.00 € HT étant précisé que le montant des commandes pour la période initiale de l'accord cadre est défini comme suit :

Seuil Minimum annuel € HT	Seuil Maximum annuel € HT
10 000 €	100 000 €

- Lot 2 : Société SOCOTEC EQUIPEMENT pour un montant estimatif de 28 910.00 € HT étant précisé que le montant des commandes pour la période initiale de l'accord cadre est défini comme suit :

Seuil Minimum annuel € HT	Seuil Maximum annuel € HT
20 000 €	200 000 €

- Lot 3 : Société SOCOTEC EQUIPEMENT pour un montant estimatif de 104 059,00 € HT étant précisé que le montant des commandes pour la période initiale de l'accord cadre est défini comme suit :

Seuil Minimum annuel € HT	Seuil Maximum annuel € HT
30 000 €	300 000 €

## **ARTICLE 6**

**DE DIRE** que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter du 15 septembre 2024 ou de sa notification si celle-ci est postérieure au 15 septembre 2024. L'accord-cadre considéré est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

## **ARTICLE 7**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires à l'émission des bons de commande relatifs à a cet accord-cadre sont inscrits au Budget Principal + budgets annexes, multi opérations, multi imputations budgétaires.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 octobre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

